

Marty Dick (R, TI): Il me sera possible d'être bref, mais il est quand même regrettable de devoir débattre dans de pareilles conditions d'un objet qui concerne une branche économique importante de notre pays et qui est un élément essentiel pour cette branche. Je vais donc me limiter à deux ou trois courtes observations.

Le 9 mai 2003, sans consultation aucune des milieux intéressés, l'Office fédéral de la statistique annonçait que les données du secteur touristique ne seraient plus relevées et élaborées, et ceci à partir de la fin de la saison d'été 2003, pour des motifs d'économies.

Je trouve cette procédure absolument inadmissible! Et je me permets de dire à haute voix que le Conseil fédéral serait bien inspiré de rappeler à l'ordre certains directeurs d'offices fédéraux qui se croient tout permis, qui n'estiment même pas nécessaire de prendre contact avec les opérateurs des secteurs pour lesquels ces données sont absolument fondamentales - en tant que statisticiens, ils devraient le savoir!

Le Parlement vote un crédit-cadre important pour le marketing de la destination "Suisse". Il le vote tous les quatre ans. C'est de l'argent qui va à Suisse Tourisme, dont vous savez très bien que je suis le président. Et pour que cet argent soit investi de la meilleure façon, il faut que nous ayons des instruments très précis pour savoir quels sont les effets du marketing, comment réagissent les marchés dans les différentes parties du monde. Il y a aujourd'hui une concurrence extrêmement dure sur le marché du tourisme, et tous les pays se dotent d'instruments extrêmement performants pour mettre en route le meilleur marketing possible.

Donc, cette suppression de la statistique de l'hébergement me paraît absolument inadmissible.

J'ai même un soupçon, je le dis à voix haute. Dans le passé, nous avons eu plusieurs discussions avec l'Office fédéral de la statistique et nous avons critiqué à plusieurs reprises la façon dont il travaillait dans ce domaine. Je soupçonne donc que, comme il a dû faire une opération d'économie, il a pris le secteur qui a été le plus critique; en tout cas, ça ne me paraît pas être un critère de choix.

Dernière observation. La France est la principale destination touristique mondiale; c'est le numéro un du monde pour les arrivées touristiques. Cet été, comme il y a eu un petit fléchissement du tourisme, le Premier ministre, M. Raffarin, a réuni le 9 septembre un comité interministériel du tourisme pour prendre toute une série de mesures. Je me permets de les citer parce que c'est en très fort contraste avec ce que nous décidons et ce que nous avons décidé au cours de cette session au nom de la symétrie des sacrifices et de la renonciation à des investissements. La France a des problèmes financiers plus graves que les nôtres et des problèmes économiques tout aussi sérieux.

Les décisions du gouvernement français sont les suivantes: renforcement très sensible des moyens alloués à la Maison de la France, organisme chargé de la promotion de l'Hexagone à l'étranger. L'enveloppe destinée aux campagnes de promotion sera revue à la hausse de plus de 40 pour cent. Déjà aujourd'hui, la France dispose d'un budget infiniment supérieur à celui dont nous disposons. D'autres mesures sont intéressantes:

développement de la stratégie de la marque "France", instauration d'un plan "Qualité France" à l'échelle nationale, incitation fiscale en faveur de l'immobilier du tourisme, réforme de la taxe professionnelle pour les entreprises saisonnières. En outre, l'Etat s'engage à renforcer son rôle en matière d'observations statistiques, justement pour mieux cibler l'action de marketing et les moyens financiers à disposition. Je ne comprends pas pourquoi nous appliquons, chez nous, une politique exactement contraire!